

# LE RÉSEAU CADTM AFRIQUE CONDAMNE L'INTERVENTION MILITAIRE DE LA FRANCE ET DE SES ALLIÉS AU MALI

## Communiqué de Presse

29 janvier  
par CADTM

*Comme le dénonce un appel lancé par des femmes maliennes, la situation dramatique du Mali doit ouvrir les yeux sur une réalité terrible qui se vérifie dans d'autres pays en conflit : les violences faites aux femmes sont instrumentalisées pour justifier l'ingérence et les guerres de convoitise des richesses de leurs pays.*

Nous condamnons sans réserve les violations des droits humains par les groupes armés qui contrôlent la partie Nord du Mali. Nous sommes aux côtés des femmes et de toutes les victimes d'abus. Nous dénonçons également l'intervention militaire que mène la France depuis le 10 janvier 2013. L'État Français mène une guerre au Nord du Mali, non pas pour défendre la démocratie et garantir le respect des droits humains comme on le prétend, mais bel et bien pour défendre ses propres intérêts coloniaux et ceux des multinationales françaises présentes en Afrique afin d'exploiter les ressources naturelles (uranium, or, diamants, pétrole, terre, eau...). La France, comme les États-Unis dans d'autres parties du monde, veut montrer sa capacité militaire à prendre la défense des intérêts stratégiques des grandes puissances occidentales et de leurs grandes entreprises.

Les bombardements français sur les régions très appauvries du Mali reflètent avant tout la détermination de l'impérialisme français à maintenir une domination néocoloniale sur les richesses des peuples de l'Afrique dans un contexte de crise mondiale du capitalisme. Il utilise les armes de pointe pour dissuader les convoitises de la Chine et les autres puissances. Par ailleurs, l'intervention occidentale a aussi comme but d'empêcher l'auto-organisation des Maliens afin d'éviter le réveil de leurs aspirations démocratiques, anti impérialistes et panafricanistes. La France et ses alliés veulent éviter la remise en cause des régimes relais de la Françafrique.

Le Mali est l'un des pays les plus appauvris et exploités du monde malgré ses importantes ressources naturelles minières et agricoles. Elles sont accaparées par les multinationales. Le peuple malien est terriblement affecté par les politiques néolibérales imposées par la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, l'OMC, l'Union européenne et l'Etat français. Ces politiques n'ont été possibles qu'avec la complicité des régimes en place. Ces politiques ont empêché le Mali de se libérer du poids d'une dette extérieure qui sert d'instrument de pompage de ressources et de soumission du pays aux intérêts des institutions et des puissances créancières. L'initiative d'allègement de la dette du Mali, qui fait partie des pays pauvres très endettés (PPTTE) a prolongé les effets dévastateurs du système d'endettement car les réductions de dette accordées au compte-gouttes ont été systématiquement conditionnées par l'application de mesure de privatisation et d'ouverture économique-commerciale. Ces mesures ont soumis les paysans/paysannes et les travailleurs/travailleuses des villes à une concurrence internationale à laquelle ils et elles ne pouvaient pas répondre. Les femmes maliennes qui portent un poids énorme dans la vie du pays sont victimes au quotidien de privation de tous ordres. Elles résistent au quotidien.

La dette et son remboursement continuent d'être les instruments d'une paupérisation des populations.

L'État français bombarde des villes, des villages et des infrastructures déjà rares du Mali dont la reconstruction demain sera probablement le prétexte pour endetter encore un peu plus le pays et augmenter sa soumission aux créanciers. Le FMI vient justement d'annoncer l'octroi au Mali d'un prêt de 18,4 millions de dollars. Cela ouvrira un nouveau cycle de malheurs pour le peuple malien s'il ne prend pas son sort en main.

Le gouvernement français devrait normalement réserver les millions d'euros que coûtera son déploiement militaire au Mali pour les besoins sociaux de sa population condamnée elle-même à l'austérité du fait de l'explosion de la dette publique.

La région connaît une propagation des groupes intégristes qui ont été appuyés et armés par les puissances occidentales, États-Unis en tête, directement ou par le biais du Qatar ou de l'Arabie Saoudite. Aujourd'hui les grandes puissances occidentales ne savent plus comment se dépêtrer d'un mouvement qui ne leur est plus utile, leur échappe et s'est retourné contre elles. La manière dont elles sont intervenues en Libye a aggravé la situation de la région entraînant notamment une prolifération des armes. Les interventions occidentales en Afghanistan et en Irak ont démontré que les arguments humanitaires cachent des intérêts économiques, politiques et militaires inavouables. L'intervention et l'occupation militaire occidentale n'apporte pas de solution réelle aux problèmes des droits humains. Elle tend même à les aggraver.

Pour le CADTM Afrique, c'est au peuple malien de régler les conflits internes et chasser tous les groupes qu'il considère anti démocratiques et obscurantistes qui veulent imposer leurs lois par les armes.

### **Le Réseau CADTM Afrique :**

- condamne l'intervention impérialiste de la France et de ses alliés au Mali, il appelle à l'arrêt immédiat des bombardements et au retrait des troupes françaises et africaines du Mali ;
- exprime sa solidarité avec le peuple malien et son droit de décider librement de son devenir.
- appelle à un renforcement de la solidarité des Peuples maliens et africains pour barrer la route aux forces de la restauration et de ré-colonisation du Mali et du Sahel ;
- considère que la CEDEAO, organisation sous régionale dirigée par un club de chefs d'États au service des hégémonies américaine et européenne, n'a aucune légitimité et aucun pouvoir légal pour contracter des prêts de guerre au nom du peuple souverain du Mali ;
- invite le Peuple malien à invoquer l'absence de consentement comme fondement juridique d'une répudiation de toute dette héritée de l'intervention étrangère.
- appelle les peuples d'Afrique du nord au sud, du Maghreb au Machrek à s'unir contre les guerres.

**Pour le Réseau CADTM Afrique,  
le groupe de coordination,  
le 29 janvier 2013**